

Présidentielle 2017

Pourquoi tous les candidats à la Présidentielle veulent supprimer le RSI

Par Challenges.fr le 27.02.2017 à 11h41

🕒 Lecture 4 min.

Tous les candidats à l'élection présidentielle optent pour sa disparition. Pourtant le régime social des indépendants (RSI) organise sa riposte ce lundi matin en faisant valoir le bilan de ses réformes depuis trois ans.



La suppression du RSI (régime social des indépendants), dans le viseur de plusieurs candidats à la présidentielle, "n'est pas le bon programme", ont prévenu lundi les administrateurs de cet organisme décrié, dévoilant leurs propositions pour améliorer les droits des cotisants.



Le RSI (régime social des indépendants) survivra-t-il à 2017? C'est loin d'être certain tant il est dans le viseur de plusieurs candidats à la présidentielle. Ce "n'est pas le bon programme", se sont défendus lundi les administrateurs de cet organisme décrié, dévoilant leurs propositions pour améliorer les droits des cotisants. Vouloir la fin du RSI, auquel sont rattachés les artisans, commerçants et professionnels libéraux, c'est méconnaître les "besoins réels des chefs d'entreprise indépendants en matière de sécurité sociale", lancent ses administrateurs notamment à l'adresse d'Emmanuel Macron, qui propose de l'intégrer au régime général.

Pour les indépendants, rejoindre ce dernier entraînerait "une augmentation en euros de plus de 50% de leurs cotisations sans le moindre droit supplémentaire en termes de couverture sociale", affirment les administrateurs. A moins de conserver les barèmes en vigueur et de créer au sein du régime général une organisation spécifique "très proche" du RSI. Ou bien de voir les indépendants recourir à une "faille" du système, selon les administrateurs, qui porte sur les sociétés anonymes simplifiées (SAS).

47% prélevé sur le bénéfice net pour le RSI

Affiliés au régime général, les présidents de SAS se rémunèrent en dividendes sur lesquels ils ne cotisent pas pour la retraite, l'invalidité ou les arrêts de travail maladie, avec un forfait social de 15,5% sur ces dividendes, très loin des 47% prélevés sur le bénéfice net d'un assuré du RSI. Ce statut est de plus en plus plébiscité (56% des sociétés créées en 2016 sont des SAS contre 19% en 2012) mais présente un risque à la fois pour le chef d'entreprise, qui peut choisir de recourir à des assurances privées pour ne pas se contenter du minimum vieillesse, et pour la Sécu, assurent les administrateurs.

Dénonçant une situation "dangereuse et inéquitable", ils réclament que les dividendes des SAS deviennent contributifs. Permettre à certains de payer en ligne leurs cotisations au fil de l'eau pour réduire la régularisation l'année suivante ou renforcer les moyens du RSI en matière de prévention font également partie des mesures prônées.



Créé en 2006, le RSI compte 6,8 millions d'affiliés. De nombreux dysfonctionnements sont apparus après une réforme de 2008 et la création d'un "interlocuteur social unique", la Cour des comptes qualifiant le RSI de "catastrophe industrielle" en 2012. Face au mécontentement, le gouvernement Valls a pris des mesures afin de simplifier les démarches des assurés et mieux ajuster les acomptes de cotisations.

Une augmentation des dirigeants du RSI qui passe mal

Et dans ce contexte explosif, l'augmentation des dirigeants du RSI passe très mal. En effet selon la CGT, syndicat majoritaire au sein de la caisse de sécurité sociale des indépendants (artisans, commerçants...), d'importantes revalorisations ont été accordées à certains membres des équipes de direction, alors que la majorité des effectifs voit son salaire stagner depuis quelques années.

Ainsi une soixantaine "d'agents de direction" des caisses régionales ont reçu une hausse forfaitaire de salaire d'un peu plus de 3.000 euros brut en moyenne. Une dizaine supplémentaire a vu leur salaire s'agréments de 13% supplémentaire. Et cette augmentation est loin d'être négligeable alors que le salaire moyen est de 7.055 euros brut par mois selon la CGT.

Marine Le Pen veut "mettre à bas le RSI"

Marine Le Pen, candidate du Front national à la présidentielle, a promis "une amnistie générale des arriérés" des cotisations sociales des indépendants lors d'un meeting vendredi 24 février à Pierrelatte (Drôme), où elle s'est positionnée comme "la candidate du peuple français". La présidente du FN a promis "de mettre à bas le RSI", qu'elle considère comme "une part fondamentale de notre économie", et de "refonder intégralement leur système de protection sociale".

"Si je suis élue, je déciderai immédiatement après mon élection une amnistie générale des arriérés du RSI", a-t-elle promis, car "quand l'Etat commet une erreur aussi grave que le RSI et son fonctionnement, avec son cortège d'erreurs comptables", il "doit assumer ses responsabilités". Marine Le Pen s'est décrite comme "la candidate du peuple français" en opposition à Emmanuel Macron et François Fillon, "les défenseurs des puissances d'argent", le premier étant "le candidat des grandes banques, des multinationales" et "le candidat des assureurs" pour le second. "Ce qui fait trembler le système, c'est qu'il sait que je ferai ce que j'ai dit", a-t-elle ajouté, sous les applaudissements nourris de quelques 700 personnes.

La présidente du FN n'est pas seule à vouloir supprimer le RSI. Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ont eux-aussi promis sa suppression.

(Avec AFP)

 1 RÉACTION